



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

St Cyr en Val, le 17 décembre 2009

Groupe de subdivisions du Loiret

Michel VUILLOT
Directeur

INSTALLATIONS CLASSEES

Société SETRAD

Commune de BUCY SAINT LIPHARD

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
A
MONSIEUR LE PREFET DU LOIRET

Objet : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 janvier 2007.

I – Présentation de l'établissement :

La société SETRAD a déposé en novembre 2004 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur la commune de BUCY SAINT LIPHARD, aux lieux dits « le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures ».

L'instruction de cette demande a abouti à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2007 par lequel la société SETRAD a obtenu l'autorisation d'exploiter le centre précité.

L'autorisation porte sur une durée d'exploitation de 12 ans avec une capacité annuelle maximale de déchets enfouis sur le site de 100 000 tonnes.

Compte tenu des différents recours déposés contre l'ouverture de ce centre de stockage, l'exploitant a fait part à Monsieur le préfet du LOIRET via la déclaration de début d'exploitation de la mise en service du centre le 16 novembre 2009.

II – Jugement du Tribunal Administratif en date du 24 novembre 2009 :

Les communes de BUCY SAINT LIPHARD et HUISSEAU SUR MAUVES, ainsi que les associations « Mauves vivantes » et « les Amis de la forêt de Bucy » ont déposé auprès du Tribunal Administratif d'ORLEANS plusieurs recours en contentieux afin d'annuler l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2007.

.../...

Cet arrêté préfectoral fixe en ses articles 2.1.1 et 7.2.2 les dispositions suivantes :

Article 2.1.1 :

« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage dès le début de son exploitation et pendant toute sa durée. Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.7.1.

Afin de masquer la vue du site depuis l'ouest, l'exploitant plante sur la parcelle cadastrée C n°107 deux bandes de boisement dense, dont la hauteur à pleine croissance sera comparable à la cote maximale du site en fin d'exploitation. En bordure de la nationale n°157, un alignement d'arbres ou une formation de type forestière (massif boisé) est mis en place.

L'altitude maximale des obstacles massifs doit être inférieure à 272 m (zone de dégagement extérieur de l'aérodrome de Bricy). »

Article 7.2.2 :

« Le périmètre du site doit être constamment débroussaillé sur au moins 20 mètres afin de limiter la propagation d'un incendie vers le milieu forestier. »

Par décisions en date du 24 novembre 2009, le Tribunal Administratif d'ORLEANS a rendu ses jugements concernant ces recours et a notamment indiqué :

- qu'il y avait « lieu de réformer l'article 2.1.1 de l'arrêté attaqué en supprimant de cet article les termes 'un alignement d'arbres' », l'article tel qu'il est actuellement formulé ne permettant pas « d'assurer de façon optimale l'intégration paysagère des installations litigieuses » ;
- qu'il y avait « lieu de réformer l'article 7.2.2 de l'arrêté qui prévoit, au titre des mesures de prévention, le débroussaillage du site sur au moins 20 mètres, afin de renforcer cette mesure de prévention, en portant de 20 à 25 mètres les opérations de débroussaillage ».

III – Prélèvement et consommation d'eau :

Au regard des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en novembre 2004 par la société SETRAD, l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2007 a fixé un seuil maximal de 5 000 m³ pour « les prélèvements d'eau dans le milieu destinés à un usage sanitaire, au nettoyage des engins et des voiries et à la réalimentation des bassins incendie en cas de besoin ». Les prélèvements devaient être réalisés via un forage pompant dans la nappe des calcaires de PITHIVIERS.

Or, la société SETRAD a indiqué à plusieurs reprises (mémoire en réponse en date du 29 avril 2009, permis de construire, audience au Tribunal le 10 novembre 2009,...) que le forage ne serait pas réalisé et que l'alimentation en eau potable serait assurée via « une citerne enterrée remplie régulièrement par camions à partir du réseau d'alimentation de la commune de CHAINGY. »

Concernant la « réalimentation des bassins incendie en cas de besoin », l'étude de dangers figurant au dossier précité a évalué le besoin en eau pour lutter contre l'incendie d'une alvéole de stockage de déchets à 350 m³.

Dans son avis en date du 31 mai 2006 et émis dans le cadre de l'enquête administrative liée à la demande d'autorisation, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du LOIRET n'a formulé aucune remarque sur le volume de la réserve incendie, seulement sur certaines de ses caractéristiques (nombre de lignes d'aspiration, surface de l'aire de pompage,...).

Dès lors, un volume d'eau de 350 m³ suffit à l'extinction d'un incendie d'une alvéole de stockage de déchets et il n'est donc pas nécessaire de réalimenter la réserve en cours d'intervention via le forage qui était prévu. Après un éventuel incendie, la réserve de 350 m³ pourrait donc être réalimentée par un mode d'approvisionnement différent du forage.

A noter que le mode d'alimentation en eau potable via une citerne enterrée a fait l'objet d'un accord de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (avis du 9 mars 2009).

Il convient donc d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral relatives au forage puisque celui-ci ne sera pas réalisé.

IV – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées :

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose de modifier par arrêté préfectoral complémentaire l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets délivré au profit de la société SETRAD le 11 janvier 2007 afin de tenir compte des jugements du Tribunal Administratif d'ORLEANS en date du 24 novembre 2009 et d'abroger les prescriptions relatives au forage.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens en annexe du présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre,
Préfet du Loiret - D.C.L.E Bureau de l'Environnement - 45042 ORLEANS CEDEX.

Pour le directeur et par délégation,

Signé